

Répercussions de la crise mondiale sur les entreprises exportatrices et l'économie Tunisienne & positionnement stratégique déclaré par les Forums Economiques mondiaux : Résultats et perspectives

Mohsen BRAHMI¹

E-mail : brahmi.mohsen@gmail.com

& Mme. GHORBEL-ZOUARI Sonia²

ISAA Sfax University, Tunisia

E-mail: sonia.ghorbl@hotmail.com

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax Tunisia.

Abstract

The purpose of this paper is to analyze the direct impact of this economic and financial crisis on the Tunisian economy as one of the emerging countries who occupies a more privileged geo-economics the south shore of the Mediterranean. In this context we will look to introduce the general framework of the Tunisian economy and its progress in integrating with the global economy following the recent reports of global competitiveness of economies such as the Davos World Reports (2008-2010). We present the important role of the regulatory state through various aid programs and support exporting firms face the challenges of the global economic crisis.

Keywords: global economic and financial crisis, Tunisian economy, integration, exporting firms.

Résumé

L'objet de cet article est d'analyser les répercussions directes de la crise économique et financière mondiale sur l'économie Tunisienne comme l'un des pays émergents qui occupe une place géoéconomique plus privilégiée à la rive sud du méditerranée. Dans cette optique on s'intéressera à présenter le cadre générale de l'économie Tunisienne ainsi que son progression dans l'intégration à l'économie mondiale suivant les derniers rapports de la compétitivité des économies mondiale tel que le rapport mondiale de Davos (2008-2010). On présentera le rôle important de l'Etat régulateur à travers divers programmes d'aides et de soutien des entreprises exportatrices face aux défis de la crise économique mondiale.

Mots clés : crise économique et financière mondiale, économie Tunisienne, intégration, entreprises exportatrices.

¹ Mohsen BRAHMI, Doctorant chercheur en Sciences Economiques, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sfax Université Sfax, Tunisie. E-mail:brahmi.mohsen@gmail.com

² Mme Sonia GHORBEL-ZOUARI, Professor of Economics, ISAAS Sfax Université Sfax, Tunisie. E-mail: sonia.ghzouri@hotmail.com

Introduction

Un temps non lointain de nos jours, éclatait la plus grave crise financière depuis 1929. Depuis, elle affecte inexorablement l'économie mondiale déjà secouée par des mouvements de spéculation sur le marché de l'énergie, le marché mondial des engrais miniers et des matières premières agricoles, quels enseignements en tirer pour ces transformations économiques et financières profondes pour le cas de la Tunisie, comme l'un des pays émergents de la rive sud méditerranéenne ?

La mondialisation, quand elle est apparue, avait émis un certain espoir surtout en termes d'intégration des grandes économies, d'allocation optimale des ressources, de rationalisation des décisions et de faire bénéficier le maximum de personnes des fruits de la croissance. Les objectifs sont nobles, les techniques économiques aident à cela. Aujourd'hui, au niveau des faits, nous trouvons (Guifol H., 2006) qu'il y a des dérapages, des obstacles et des controverses pendant les dernières années de la première décennie du XXIème siècle.

Aujourd'hui, l'économie mondiale est en crise. La combinaison de quatre secousses majeures (Frioui³, 2008) : un effondrement du crédit sous l'effet de la déconfiture des banques, un krach immobilier, une chute larvée des marchés financiers, enfin un choc pétrolier et alimentaire qui entraîne le retour en force de l'inflation. Indissociable de la mondialisation, elle comporte d'emblée une dimension planétaire.

Il y a comme un vent de folie qui souffle sur les marchés mondiaux (H. Mechri, al, 2007). Les cours des métaux, du pétrole, du phosphate, des céréales...etc., flambent sans qu'aucune éclaircie ne pointe à l'horizon. Ces chocs à répétition sont très éprouvants pour l'économie Tunisienne en pleine émergence.

Les pays du monde entier font face à divers problèmes ces dernières années qui changent rapidement vu l'ensemble des transformations économiques mondiales, et, si les circonstances varient d'un pays à l'autre, il sera essentiel, dans un monde de plus en plus multipolaire, de s'attaquer à ces problèmes économiques de manière globale, en tenant compte pleinement des interactions entre les pays. Dans les pays avancés, il est urgent de faire face aux remous sur les

³ Communiqué de presse 2008 « conjoncture et économie mondiale »

marchés financiers et de réagir au risque de ralentissement de la croissance, mais il convient de tenir compte aussi des risques d'inflation et de considérations à plus long terme.

Dans de nombreux pays émergents et pays en développement, il reste important de veiller à ce que la croissance vigoureuse actuelle n'entraîne pas une montée de l'inflation et ne crée pas des sources de vulnérabilité. Mais, ces pays devront être prêts à réagir à un ralentissement de la croissance ou à un durcissement des conditions de financement si la conjoncture extérieure se détériore brutalement.

De ce fait, l'expansion mondiale ralentit face à une crise financière majeure. Le ralentissement est le plus marqué dans les pays avancés, en particulier aux États-Unis⁴, où la correction du marché immobilier continue d'exacerber les tensions financières. Les pays émergents et les pays en développement ont été moins touchés jusqu'à fin 2008 par les turbulences financières et ont continué d'enregistrer une croissance rapide, bien que l'activité commence à ralentir dans certains pays.

Dans les autres pays avancés, la croissance sera anémique en 2008 et en 2009 en raison des retombées commerciales et financières. Un ralentissement est prévu aussi dans les pays émergents et les pays en développement, même si la croissance devrait rester supérieure à sa tendance à long terme dans toutes les régions. Les projections ont plus de chances d'être révisées à la baisse, en particulier à cause du risque d'une véritable crise du crédit, et les pays émergents et les pays en développement ne seront pas à l'abri d'un sérieux ralentissement dans les pays avancés. (FMI : Projection 2009, World Bank Rapport, 2008)

Dans ces conditions, les pays avancés doivent continuer de s'employer à stabiliser les marchés immobiliers et financiers tout en s'attaquant aux risques de ralentissement, sans faire remonter l'inflation ni compromettre les objectifs à plus long terme. Pour de nombreux pays émergents et pays en développement, l'enjeu reste d'éviter une surchauffe ou une accumulation des facteurs de

⁴ Selon le scénario de référence, l'économie Américaine connaîtra une légère récession en 2008, en raison des effets de synergie entre les cycles de l'immobilier et des marchés financiers, avant de ne se redresser que progressivement en 2009, car il faudra du temps pour assainir les bilans. (World Bank Rapport, fin 2008)

vulnérabilité, mais les pouvoirs publics doivent être prêts à réagir avec à-propos à une détérioration de la conjoncture extérieure.

Il y a urgence (Frioui 2008) à réguler l'économie mondiale. Cette régulation n'aurait de sens que si elle est globale, concertée et que si elle joint aux principes de la gouvernance, que sont la transparence et la responsabilité, les principes de la recevabilité et du droit des minorités.

Dans cette scène mondiale, pleine de mutations perpétuelles économiques et financières mondiales profondes, comment se comportait l'économie Tunisienne, comme l'une des économies des pays émergents, face à cette crise mondiale?

A l'heure des transitions internationales difficiles et au moment où la scène économique mondiale ploie sous le joug de l'instabilité des marchés et des menaces de récession généralisée posées par cette crise mondiale qui affecte durement les économies tant développées que moins développées, force est de relever l'état satisfaisant, rassurant et porteur d'espoirs et d'ambition de la Tunisie et l'image forte de succès et de performance qu'elle projette aux yeux du Monde. (Rapport Mondial de Davos, 2008 et 2010)

la Tunisie apparaît, aujourd'hui, comme un «havre de paix et de sérénité financière et économique» Avec des taux de croissance de 5,7% qu'elle est parvenue à réaliser au cours des deux dernières années et de 5% qu'elle espère enregistrer à l'horizon 2009, l'économie Tunisienne est en droit de se prévaloir d'être «une économie saine et stable, une économie qui résiste à la crise économique internationale». (D. Strauss-Kahn, Directeur Général du Fonds Monétaire International FMI, Novembre 2008).

Survenant après les multiples appréciations élogieuses de la politique économique Tunisienne émanant de plusieurs experts et hauts responsables internationaux, notamment le Président du FMI, institution réputée pour ses analyses rigoureuses et ses jugements objectifs, a souligné que «l'économie Tunisienne se porte bien malgré la crise mondiale» et que «l'opinion du Fonds monétaire international sur la politique économique Tunisienne est très positive... nous n'avons pas de craintes pour l'année prochaine même si, à l'échelle de la planète, cela ne va pas être facile. En Tunisie, les choses fonctionnent correctement».

Le directeur général du FMI va plus loin en déclarant, dans un colloque sur les répercussions de cette crise mondiale sur la Tunisie, que «la crise financière n'a pas eu d'impact direct sur la Tunisie, que la politique monétaire est sage, que la situation et le niveau de l'inflation sont raisonnables, que les perspectives du pays sont favorables et que ses ambitions sont grandes et légitimes».

Autant d'atouts et d'indicateurs que consacre la politique volontariste mise en œuvre par la Tunisie en matière d'amélioration de la compétitivité, de renforcement de l'infrastructure et des investissements et de valorisation des ressources humaines.

A la faveur de cette démarche qui commence à porter ses fruits, de la veille continue et du suivi quotidien des développements de la crise financière mondiale assuré par une commission spécialisée de haut niveau, l'économie Tunisienne ne peut qu'être en mesure de maintenir le cap et plus encore, réaliser «une croissance stable en 2009», estime le directeur général du FMI. La cause est simple, lui affirme, l'approche adoptée en Tunisie «est saine et constitue le meilleur modèle à suivre pour de nombreux pays émergents».

Par ailleurs, cette crise financière internationale a eu des effets négatifs sur la sphère réelle de pays qu'on ne peut pas nier, et qui sont en relation économique avec les entreprises Tunisiennes, dont notamment les pays européens EU. Afin d'amortir le choc sur son économie, la Tunisie a adopté une nouvelle loi comportant des mesures conjoncturelles pour protéger les entreprises totalement exportatrices et les aider à poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.

La Tunisie a, en effet, décidé de poursuivre le suivi de la conjoncture économique et financière mondiale et de proposer les mesures adéquates, en cas de nécessité, afin de soutenir les programmes des entreprises nationaux et secteurs qui pourraient souffrir des impacts de la crise financière internationale afin de leur permettre de préserver le rythme de leurs activités au double plan de la production et de l'exportation.

Des arguments qui ont valeur de message fort adressé aux investisseurs internationaux, et qui se fondent non seulement sur les succès patents enregistrés par la Tunisie et sur les grands avantages qu'elle offre en termes d'investissements et d'opportunités de partenariat à la faveur, notamment,

du lancement de plusieurs projets d'envergure avec les pays du Golfe⁵, mais aussi et à l'évidence, de l'attachement fort de notre pays à sa dimension méditerranéenne et au renforcement des relations et des accords de partenariats de la Tunisie avec l'espace euro-méditerranéen. Espace où ce pays assume un rôle vital.

L'analyse des répercussions directes de la crise économique et financière mondiale sur l'économie Tunisienne sera menée dans le cadre de ce papier en trois étapes :

Dans la première section, on présentera les principaux défis de la crise économique mondiale sur l'économie Tunisienne. Dans la deuxième section, on s'attachera à présenter la stratégie économique de la Tunisie aux yeux des organisations économiques mondiales ; nous présenterons, à cet effet, ce positionnement stratégique déclaré par les Forums Economiques mondiaux.

La dernière section sera consacrée aux mesures et perspectives à mettre en œuvre par le gouvernement Tunisien face à cette crise mondiale, notamment au cadre de soutien des entreprises exportatrices Tunisiennes.

Section.1 Des défis de la mondialisation aux résultats directs de la crise mondiale 2008 sur l'économie réelle Tunisienne: Un impact limité

La Tunisie comme l'un des pays émergents, a vécu plusieurs stades d'évolution économique, débutant en 1987 par l'adoption des programmes d'ajustement structurel (PAS), à travers lesquels le pays a orienté progressivement son économie vers la libéralisation et la privatisation des secteurs d'activités économiques.

En 1995, l'intégration progressive à l'économie mondiale s'est concrétisée par la signature des accords commerciaux de l'OMC. Une année plus tard, la Tunisie était qualifiée comme le premier pays d'Afrique qui s'est engagé dans la signature d'un accord de libre-échange avec l'Union Européenne. Cet accord va renforcer la compétitivité tunisienne et la libéralisation progressive des marchés⁶.

⁵ Un accord, entre la Tunisie et l'Emirat U.A.E., de construction, actuelle, d'un grand village méditerranéen en lac de Tunis, depuis fin 2007, par des Firmes internationales sous le contrôle et la supervision de la société mère de ce grand projet « Sama-Dubaï » U.A.E.

⁶ Le premier janvier 2008, date d'entrée en vigueur de cet accord d'ouverture avec l'Union Européenne UE, où la Tunisie est le premier pays de la rive du sud méditerranéen qui a signé un tel accord d'ouverture commerciale avec l'UE.

1-1. Vigilance de l'économie Tunisienne à la mondialisation : Indicateurs d'économies soutenues

Bien que la politique économique soit orientée vers la stimulation du secteur textile et aussi l'industrie mécanique, qui ont contribué ces dernières années au renforcement des exportations tunisiennes aux marchés européens, suite à cette ouverture commerciale de 2008 avec l'UE, le pétrole, les phosphates (la Tunisie est classée cinquième producteur mondial du phosphate), l'agriculture et le tourisme sont, en fait, les principales sources sur lesquelles se base la croissance nationale de l'économie tunisienne, depuis des vingtaines d'années.

1.1.1- Indicateurs économiques et choix stratégiques

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, la Tunisie a suivi un chemin de développement stratégique. Ainsi, suite aux programmes de libéralisations économiques adoptés par l'économie Tunisienne avec l'aide du FMI et son adhésion à l'OMC (1995), ces mesures stratégiques ont contribué à une ouverture de l'économie tunisienne et son intégration progressive à l'économie mondiale. Toutes ces circonstances ont permis notamment de retracer une projection de long terme par la fixation des principaux objectifs prioritaires de l'économie Tunisienne :

- Atteindre des niveaux de croissance significative avec le rythme de la production des différents secteurs d'activités économiques. En effet, le niveau de croissance aux prix constants entre (2001-2007) s'est doublé, en arrivant au taux de 4.9%, contre seulement 2.4% entre (1982-1986). Cette dernière période est caractérisée par la récession économique et la crise d'endettement pour l'économie Tunisienne.

- Toutefois, en 2007, ce taux de croissance en terme réel a affiché les bonnes performances réelles de l'économie Tunisienne, avec un taux de 6.3%, avec une augmentation de 0.6% par rapport 2006. Mais, l'année 2008, ce taux est maintenu malgré cette crise économique mondiale avec une baisse près de 1.2%, pour atteindre en fin d'année 2008 un taux de 5.1% contre 5% pour l'année 2009.

Croissance économique (à prix cts)			
1982-1986	2002-2007	2008	2009
2,4%	4,9%	5,1%	5%

Source: INS. Tunis 2009.

- L'apport remarquable du secteur privé dans l'augmentation du PIB, ceci se matérialise à travers les efforts incitatifs par l'Etat, en encourageant les investissements privés pour enrichir la croissance économique (ces parts d'investissements privés sont respectivement entre 1986 et 2007 à l'ordre de 47.9% et 59.8%).

- L'autre objectif de l'Etat est de préserver la stabilité des équilibres globaux et ceci ne pouvait être atteint qu'avec une bonne maîtrise de la politique d'endettement (le service de la dette s'est situé à haut taux en 1986 près de 26.3%, alors que le taux d'endettement s'est abaissé remarquablement en 2007, affichant 11.6%).

Service de la dette (en %)				
1986	2001	2002	2007	2008
26,3	13,5	14,7	11,6	13,8

Source : INS, Tunis 2008.

1.1.2- Rythme de croissance accentuée des différents secteurs productifs :

Depuis l'adoption par l'économie Tunisienne du programme du PAS au milieu des années-quatre-vingt et l'intégration progressive à l'économie mondiale, les différents secteurs d'activités de l'économie Tunisienne (agricoles, industriels et services) ont contribué fortement à l'augmentation accrue de la croissance économique Tunisienne.

	Répartition du PIB aux coûts des facteurs par secteur (Prix csts)		
	Agriculture (%)	Industrie (%)	Services (%)
1986	14.9	35	50.1
1999	15	33.2	52.4
2003	13.8	28.6	54
2007	11.7	33.3	55

Source: INS, Tunis. 2008.

Ainsi, dans le but essentiel de renforcer considérablement sa capacité d'adaptation à ces mutations conjoncturelles de l'environnement mondial de lendemain incertain, l'économie Tunisienne a

dressé une stratégie de développement basée sur la diversification de ces principaux secteurs d'activités économiques, tout en maîtrisant les coûts de productions et éliminant les facteurs inutiles.

1.2- Intégration mondiale : Part d'exportation et d'investissement

Mondialisation, intégration économique mondiale, concurrence accrue, environnement mondial en mutation, etc., outre ces défis, la Tunisie a continué avec sagesse son chemin d'ouverture à l'économie mondiale, en maîtrisant le rapport qualité/ prix de ses exportations, avec un rythme moyen de 6.2% entre (1997-2007).

Exportation de biens et services (MD)		
1986	2001	2007
2.146,3	13.800	22.407
Part des exportations dans les PIB (%)		
1986	2001	2007
34,7	47.2	50,7
Investissement extérieur (MD)		
1986	2001	2007
100	718,3	2.157,9

Source : INS, Tunis. 1986, 2001, Déc.2008.

Ce taux de croissance des exportations Tunisienne indique bien que la Tunisie a pu acquérir de nouveaux parts de marchés comme stratégie de renforcement de la capacité de pénétration aux marchés extérieurs. Ainsi, la part des exportations dans le PIB a été de l'ordre de 50.7% en 2007, contre seulement 34.7% en 1986.

L'objectif de diversification des produits exportés a été matérialisé par une amélioration des parts des produits manufacturés qui ont atteint une part de 84.4% en 2007, dans le volume des exportations Tunisiennes, soit un accroissement de 21.6% par rapport à 1986. Fort de soulever l'accroissement très remarquable du volume d'investissement extérieur qui se multiplie plus de sept fois atteignant 718,3MD, en 2001. Continuant son prolifération pour s'asseoir à un volume de 2.157,8MD, pendant une période n'excède pas six ans. Atouts remarquables pour l'économie.

1.3 - Quelques indicateurs macro-économiques: Stabilité doit être assurée

Avec une croissance de 5.1% fin 2008 (INS, Tunisie, Déc. 2008), la Tunisie a pu montrer aux yeux des grandes organisations mondiales (FMI, Banque Mondiale,..) que la sagesse du savoir-faire économique, pourrait être l'atout essentiel pour s'en sortir à moindres dégâts économiques aux plus graves crises, comme en témoigne la dernière crise des subprimes⁷.

Cette crise qui s'est déclenchée aux Etats-Unis, s'est propagée vers les autres pays, notamment l'Union Européenne, qui a été gravement touchée dans son secteur financier et économique. Toutes ces répercussions ont eu un effet sur quelques secteurs de l'économie Tunisienne, quoiqu'une panoplie de mesures ait été prônée par l'économie Tunisienne pour amortir ces chocs exogènes.

L'apport réel de l'investissement au PIB continue son rythme de croissance, se situant à 25.1% fin 2008, permettant d'absorber une part remarquable de main d'œuvre qualifiée (90.4% en 2008). Le déficit budgétaire s'est stabilisé à 3% du PIB, avec une maîtrise de l'inflation à 3.6% en 2008.

Equilibre de la balance commerciale :

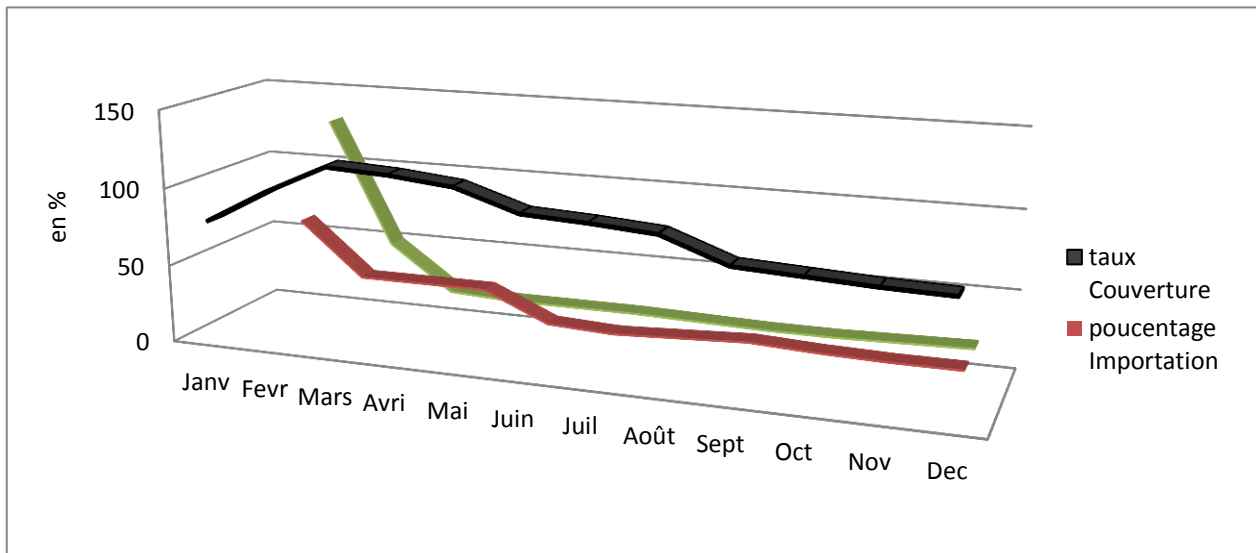
Après une hausse au premier trimestre de 2008 à près de 119%, le taux de couverture a affiché à la fin de l'année 2008 et début de 2009 une stabilité de l'ordre de 65% (voir Graphique ci-dessous).

Tableau 1. Equilibres Mensuels de la Balance Commerciale 2008 en pourcentage (%).

	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Taux Couverture	78	100	119	117	113	100	98	95	80	78	66	65
pourcentage Importation	-	62	38	38	38	20	18	20	22	20	19	20
pourcentage Exportation	-	130	50	21	19	19	19	18	17	17	18	20

Source : INS, Ministère développement et commerce extérieur, Tunis Déc. 2008.

⁷ Cette crise mondiale qui s'est déclenchée en 2008 aux États-Unis d'Amérique s'est propagée aux autres économies du monde entier qui sont gravement touchés suivant leurs degrés d'intégration à l'économie mondiale.

Graphique 1. Variations en % du taux de couverture, des importations et d'exportations

En suivant l'évolution mensuelle des exportations, on constate qu'après une hausse importante de 130%, pour les deux mois premiers de 2008, le rythme s'est abaissé remarquablement, affichant enfin 2008 un taux de 20%.

L'indice d'importation, a enregistré au début de 2008 un taux de 60%, mais s'est baissé progressivement et s'est stabilisé autour de 20% enfin 2008. Toutefois, les exportations ont continué leur rythme d'évolution entre 2006-2008, mais avec une baisse près de 1.2%. Par contre, l'indice annuel d'importation pour la même période montre une baisse importante de volume d'importation à un taux de 69.2%.

Tableau 2. Balance Commerciale de 2008 : Solde en Million de Dinars Tunisien

	2007 (les 2 Semestres) en Million De Dinars Tunisien	2008 (les 2 Semestres) en Million De Dinars Tunisien	Rapport 2008-2006 (Variation en %)	Rapport 2008-2007 (Variation en %)
Exportation	1615.5	1859.9	+15.7	+14.5
Importation	2040.9	2598.5	+95.5	27.3
Solde (Exp--Imp)	- 425.4	-748.6	-	-
Taux de couverture (%)	79.2	71.2	-	-

Source : INS.Tunis, Déc. 2008.

- **Investissement direct étranger IDE (premier trimestre 2009)**

Le premier trimestre 2009 a enregistré une baisse des flux des IDE de l'ordre de 44.5% par rapport à 2008 (IDE a affiché une valeur de 480,3 MDT, contre seulement 266,3MDT en 2009). Ceci est nécessairement dû à la perturbation économique mondiale sur le marché de l'énergie et les matières premières agricoles. Bien que le secteur des industries manufacturières à enregistré des gains remarquables au début 2009 (56,600MDT contre 32MDT au début 2008), soit un taux de 77%. (Voir tableau ci-dessous)

Secteur des industries manufacturières (MD)	
(Janv.-Févr.) 2008	(Janv.-Févr.) 2009
32,000	56,600

Source : INS. Tunis.2009

Investissement directs étranger IDE (MD)	
(Janv.-Févr.) 2008	(Janv.-Févr.) 2009
480,300	266,800

Source : INS. Tunis.2009

- **Bourse Tunisienne et système bancaire Tunisien : Stabilité malgré ces graves tensions**

Selon le gouverneur de la BCT (rapport BCT, fin 2008), le système bancaire tunisien SBT s'en est sorti à moindre dégâts financiers comparé à ceux occidentaux qui ont été gravement touchés, malgré l'intervention de leurs gouvernements à travers des programmes de sauvegardes.

Par ailleurs, le SBT, avance le gouverneur de la BCT, est en état sain au début 2009 (rapport BCT, premier trimestre 2009) et restera avec un rythme stable pour les projections futures. Le FMI en témoigne 2008 par son directeur général Mr Strauss Kahn qui a affirmé : "*...L'opinion du Fonds Monétaire International sur la politique économique en Tunisie est très positive et se porte bien, malgré la crise financière mondiale et la grave fluctuation des cours d'hydrocarbures, des métaux miniers et produits alimentaires, ...Nous n'avons pas de craintes pour l'année prochaine 2009, même si à l'échelle de la planète cela ne va pas être facile. En Tunisie, les choses fonctionnent correctement...*" (Mr. D. Strauss-Kahn, Directeur Général du Fonds Monétaire International FMI, Novembre 2008).

En effet, la part de crédit immobilier représente seulement près de 10% de PIB, pour une échéance à taux fixe qui s'étale à 25 ans. Mais ce taux ne devrait pas dépasser au maximum 40% des salaires des ménages créditeurs.

Le rapport de la BCT qualifie le marché interbancaire, en état de surliquidité fin 2008. Il s'agissait d'un excédent de 615MDT tenue comme réserve par la BCT qui a augmenté les réserves de garanties d'une valeur de 915MDT. Le taux des prêts interbancaires fin 2008 est de l'ordre de 5,3%, qui ne constitue pas vraiment une grande menace pour la plupart des banques tunisiennes qui détiennent des accords avec l'étranger.

Pour le cas de la bourse tunisienne, qui est encore jeune en termes de volume du capital et des nombres des titres émis, sa participation est seulement de l'ordre de 20% au financement de l'économie. Par ailleurs, le taux de participation étranger ne dépasse pas 3% (rapport BCT, 2009).

- Stratégie budgétaire de l'année 2009 :

Malgré ces circonstances graves de la crise mondiale 2008, le taux de croissance en 2009 est assuré à travers plusieurs indicateurs macro-économiques :

- Limitation de l'augmentation de la consommation de l'ordre de 5% en 2009.
- Incité plus à l'épargne compte tenu de revenu national qui s'est stabilisé à l'ordre de 24,4%.
- Un volume global d'investissement de l'ordre 26% du PIB.
- Maîtrise des équilibres extérieurs par le maintien du déficit courant dans la limite de 3% du PIB.
- Le taux d'endettement est de l'ordre 37,1% du revenu national.
- Maîtrise des équilibres financiers, en réduisant le déficit commercial de l'ordre de 3% du PIB.

Section.2 – Stratégie économique de la Tunisie aux yeux des organisations économiques mondiales : positionnement stratégique déclaré par les Forums Economiques mondiaux

2.1- Le rapport économique mondial de DAVOS (fin 2008) :

Ce rapport porte sur la comparaison du stade de développement sectoriel et sur le degré de

compétitivité de divers pays. Il est basé sur les statistiques publiées par le pays d'origine et l'ensemble des rapports et notes des grandes organisations économiques et financières mondiales (Banque Mondiale, FMI..), pour analyser l'état financière et économique et le degré d'ouverture au marché extérieur. De même, sont utilisés d'autres indicateurs de performance dans différents domaines d'activités (taux d'enseignement à différents niveaux, marché financier, adoption des NTIC, taille et nombres des entreprises et le tissu industriel...etc.).

En analysant ces divers indicateurs, le rapport mondial de Davos a placé la Tunisie 1^{ière} au Maghreb et aussi en Afrique, 36^{ième} au niveau mondial, compte tenu d'un nombre total près de 134 pays du monde.

De plus la Tunisie a pu dépasser, selon ce rapport de compétitivité, en termes de score quelques pays de Union Européenne UE comme (l'Italie classée 49^{ième}, la Grèce classée 67^{ième} au niveau mondial).

Les autres classements pour la Tunisie fournis par ce rapport de compétitive :

- 3^{ième} place concernant l'acquisition des outils technologiques modernes pour la production.
- 2^{ième} en Afrique et 3^{ième} au monde arabe en matière d'attractivité des affaires et investissements étrangers,
- 15^{ième} au niveau mondial en termes de transparence pour les stratégies établies par l'Etat aux yeux du public
- Dans le domaine scientifique et nombre des ingénieurs dans diverses spécialités, la Tunisie occupe la 10^{ième} place mondiale.

2.2- les analyses de Maxula Bourse (2009)

« La crise financière actuelle qui s'est prolongée au début de 2009 conduisait des conséquences néfastes, bien que ses effets ne seront que plus faible pour la Tunisie» (Maxula Bourse, 2009).

Selon les analystes de Maxula Bourse, les effets de cette crise financière ne pourraient être que passagères pour l'économie Tunisienne. Cela est dû notamment à la structure de la politique économique tunisienne plus souple pour survivre et dépasser les circonstances économiques

difficiles, à moindre degré.

Toutefois, ces experts ont avancé quelques suggestions à mettre en oeuvre par l'économie tunisienne :

- Encourager et inciter en permanence les agents économiques à l'épargne, en développant la culture d'épargne aux générations futures.
- Stimuler la création d'une caisse de dépôts et de placement, compte tenu du fait que l'expérience des pays industrialisés a montré son degré d'efficacité pour maîtriser les mouvements des flux étrangers sur le marché interbancaire tunisien.

2.3 - Le Nouveau Rapport Economique Mondiale de DAVOS 2010 (NTIC): « 2010 UN Global E-Government Readiness Survey »

Ce dernier rapport⁸ (NTIC 2010), récemment publié par l'Organisation des Nations Unies (l'ONU, 2010), a fait évaluer le degré d'adoption et de l'usage des Nouvelles Technologies d'Informations et de la Communication (NTIC) dans un échantillon spécifique, qui porte sur un ensemble des institutions publiques administratives.

L'objectif essentiel de ce rapport, '2010 E-Government', est de juger l'efficacité des services offerts par ces administrations publiques, sur un échantillon de 192 pays du monde entier, fixés et pris en compte par les analystes à l'ONU, dont la Tunisie.

Tableau.3 Nouveau classement 2010 en NTIC :

	2009	<u>2010</u>	<u>Ecart de Gain des places</u>
<u>Positionnement mondial</u>			
<u>Tunisie (NTIC)</u>	124	<u>66</u>	<u>58</u>
<u>Echantillon</u>			
Nombre des pays*	192	192	-

Source : Statistics UN, 2010 Report.

Note : sont prises en compte les administrations publiques pour analyser le E-Government offerts.

⁸ Un nouveau rapport de cette année 2010 publié récemment à New York intitulé « 2010 UN Global E-Government Readiness Survey » (la Technologie de l'Information et de la Communication au service de la durabilité TICSD 2010) ONU, 2010.

Ce rapport vient de placer la Tunisie *premier* au Maghreb Arabe et en tête du continent Africain. En effet, sur un échantillon de 192 pays, la Tunisie a pu surmonter les défis de cette crise mondiale et a généré un gain de place mondiale en NTIC dans les prestations des services publics, pour occuper l'année 2010 la 66^{ième} place mondiale, contre la 124^{ième} place l'année dernière. Soit, donc, un écart de gain remarquable de 58 places qui est dû en fait à l'efficacité et la crédibilité des prestations des sévices publics 'E-Government' Tunisienne aux yeux de ses citoyens.

Pour évaluer concrètement cet indice global de prestations de services, ce dernier rapport 'E-Government, 2010' retient plusieurs indicateurs, dont on peut citer :

- Débit, Usage et Connexion Internet (Entreprises publiques, Citoyen)
- Développement logistique et dépenses en réseaux de télécommunication
- Programmes de formation en permanence des ressources humaines des entreprises publiques
- Modernisme Technologique et application des E-services en termes de rapidité et de transparences aux yeux du large public.

Tableau.4 Tunisie en Tête d'Afrique et du Maghreb Arabe pour cette année 2010 : Débit et Connexion Internet

	Classement (par rapport au Maghreb et l'Afrique)	Classement Mondial
<u>Tunisie</u>	<u>1</u>	<u>39</u>
<u>Echantillon</u> Nombre des pays	133	133

Source: State of the Internet Report S.O.I.R, 2010. GITR

Sur un échantillon de 133 pays du monde, le dernier rapport 'State of the Internet Report 2010' a permis de classer la Tunisie en premier place en Afrique et au Maghreb Arabe, et respectivement 39^{ième} au niveau mondial, concernant le taux du débit et la connexion d'Internet et son usage par les entreprises publiques et les citoyens Tunisiens, dans cette conjoncture mondiale difficile dominée par les répercussions de la crise financière mondiale.

Ces différents positionnements fournis par ces rapports mondiaux prouvent clairement que le gouvernement Tunisien a pu s'en sortir avec les moins dégâts économiques, comparativement

aux autres économies ouvertes émergentes. Ils montrent clairement que la Tunisie a hissé un chemin du ‘*modernisme technologique*’ dans toutes les activités économiques, où l’atout primordial est l’usage efficace des NTIC, tout en pariant plus sur la qualification des ressources Humaines diplômées et expertisées dans les divers domaines de Technologies d’information et de la Communication.

Section.3 - Mesures et perspectives à mettre en œuvre par le gouvernement Tunisien face à cette crise mondiale actuelle : La stratégie de soutien des entreprises exportatrices

Suite aux récessions économiques mondiales dans la pluparts des pays occidentaux et des graves faillites de leurs principales institutions financières et bancaires, il y a eu lieu l’intervention de l’Etat comme agent régulateur pour soutenir et aider son système bancaire et ces entreprises exportatrices.

3.1. Impact restreint de la crise mondiale sur l’économie Tunisienne

Face à ces défis conjoncturels à caractères mouvants et incertains, dans lesquels opèrent les entreprises Tunisiennes (voir annexe, graph.4.), plusieurs mesures ont été conclues par le gouvernement Tunisien en faveur les entreprises Tunisiennes exportatrices pour développer les stratégies d’investissements (en terme de compétitivité, d’innovation NTIC, recherche et prospection des nouveaux marchés, amélioration des taux d’encadrement des ressources humains..), et assurer la pérennité en terme de compétitivité.

Ce plan de soutien a pour principal objectif d’amortir l’impact direct de cette crise mondiale sur l’économie Tunisienne, en général, et de mettre en place une stratégie offensive face à ces défis conjoncturels par l’identification de meilleures solutions qui permettront d’accroître les branches d’activités destinées à l’exportation, tout en s’armant d’outils Technologiques de compétitivité.

3.2- Quelques Mesures de sauvegarde : Le Plan de soutien de l’Etat

L’objectif primordial de l’Etat Tunisien, à travers ce plan de soutien aux entreprises exportatrices Tunisiennes, est de renforcer et de promouvoir l’investissement, l’emploi et l’exportation.

A ce stade, la BCT⁹ a créé un « comité national de veille » regroupant des spécialistes et experts dans ce domaine. Le but essentiel est de suivre l'évolution de la conjoncture économique mondiale et de réagir plus vite pour préserver la croissance économique et la compétitivité de différents secteurs de l'activité économique.

Les principales mesures de ce plan de sauvegarde et de soutien aux entreprises exportatrices Tunisiennes, sont:

- la prise en charge par l'Etat de 50% de la contribution patronale au régime de sécurité sociale.
- la prise en charge de deux points du taux d'intérêt des crédits en faveur des entreprises exportatrices.
- une prise en charge de la moitié du coût de l'assurance des exportations.
- la création d'une commission spécialisée pour fournir l'aide, le soutien et le conseil aux entreprises en difficultés. Cette commission est rattachée au ministère de l'industrie, de l'énergie et des PME.
- Au niveau de la BCT, les mesures portent essentiellement sur la réduction du taux créditeur de la BCT et aussi du taux des réserves obligatoires.
- Pour stimuler plus le climat d'investissement, une autre panoplie des mesures ont été adoptées, parmi lesquels : une introduction en Bourse d'un nombre d'entreprises tunisiennes, la réduction des formalités administratives nécessaires pour la création des PME.
- Des mesures réglementaires au profit du secteur commercial.

Conclusion

Plusieurs secousses Economiques et Financières graves ont caractérisés la fin de l'année 2008. D'une part, un krach immobilier qui a été né à la suite du choc financier de sub-prime aux Etats-Unis. D'autre part, le choc pétrolier et alimentaire qui a accentué le retour des tensions

⁹ La Banque Centrale Tunisienne (BCT).

inflationniste plus graves. Toutes ces mutations conjoncturelles se sont conjuguées avec la mondialisation pour se propager aux autres économies mondiale, ce qui a aggravé de plus la situation économique mondiale actuelle.

Ainsi, dans un contexte défavorable marqué par la crise économique mondiale, les notes statistiques sur quelques indicateurs macro-économiques de l'économie Tunisienne affichent une certaine régression vers la baisse, comme notamment le cas des autres économies émergentes touchés par cette crise mondiale.

Mais, en générale, l'économie Tunisienne a prouvé, selon les notations des Agences internationales (Américaines, Européenne et Japonaise), sa capacité de résister face à cette conjoncture économique mondiale, moindre que l'on dise que très difficile pour les PED et les Pays émergents. Selon Chales¹⁰ S., (2009) a réclamé que : « La stabilité macro-économique de la Tunisie et sa résistance aux chocs sont les points forts de la notation de l'agence européenne Fitch Rating. Les Notes satisfaisantes pour la Tunisie, sont à perspective 'STABLE', pour les deux années suivantes... ».

Tableau.5 Notations des agences après l'année de la crise 2008: Confirmation de la Stabilité de la Tunisie

Agences de notations	Spécifications des Agences	Les notations pour la Tunisie	
		2004	2009
Agence(s) Américaine(s)	Stantard and Poor's	BBB	BBB
	Moody's	Baa2	Baa2
Agence Européenne*	IBCA	BBB	BBB
Agences Japonaise	Rating and Investment Information (R.I.I)	BBB-	A-

Sources : Agence de promotion de l'investissement extérieur. Tunisia, 2010

- L'Agence Fitch Rating (Avril. 2010) : affiche des notes AA+TUN, pour les entreprises exportatrices pétrolières Tunisiennes avec perspective stable.

Toutefois, l'économie Tunisienne a pu sortir de cette crise mondiale avec le minimum des dégâts économiques et financiers si l'on compare avec les autres pays émergents et PED. Ceci est dû, selon D.Strauss-Kohin¹¹ (2008), à la sagesse et la vigilance de prétendre les effets conjoncturels mondiale par l'économie Tunisienne, à travers divers programmes de libéralisation économique et la

¹⁰ Charles Seville (2009), le Directeur du groupe Souverain à Fitch Rating, Fév. 2009

¹¹ Directeur Général du Fonds Monétaire International FMI, a rendu une visite en Tunisie au cours de la crise économique et financière mondiale en Novembre 2008. Affirmant dans une interview de presse : « la Tunisie moins touchée et se porte bien pour l'année avenir 2009, bien qu'on la compare aux autres pays émergents gravement touchés ». D.G du FMI.2008.

stimulation plus de la privatisation depuis la fin des années quatre-vingt.

Ainsi, ce rythme d'évolution de l'économie Tunisienne marque ces bien effets, au cours de l'année 2009 et début 2010 malgré ces défis économiques mondiale. Ainsi, comme a été affirmé par le rapport (Oxford Business Group, 2008 et 2009) que l'économie Tunisienne s'avère saine avec un niveau de réactivité surprenant. Le taux de croissance qui a affiché 5.1% en fin 2008, s'est stabilisé à l'ordre de 5% en 2009 et 5.1% en 2010. (INS Tunis, 2008, 2009, 2010).

Par ailleurs, suivant les fluctuations perpétuelles de l'environnement Mondial, la compétitivité reste le seul essor pour sortir de cette conjoncture difficile à moindre risque pour la plus part de tissu industriel Tunisien. Il faudrait bien pour l'économie Tunisienne à travers ces entreprises exportatrices de maintenir ces parts de marché actuelles et faire des prospections aux autres marchés extérieurs, outre que le marché Européen, après l'ex-ouverture du 1^{ier} janvier 2008 sur l'Union Européenne. Mais, ceci ne pourrait atténuer qu'avec l'aide et le soutien remarquable de l'Etat à travers les stratégies envers la promotion des exportations Tunisienne au marché extérieur et l'incitation plus à l'usage des NTIC comme atout essentiel de compétitivité.

Références Bibliographiques

- ❖ Banque Mondiale, 2009, 'Perspectives économiques mondiale 2009' pour la région de MENA. Oct.2009.
- ❖ Banque Mondiale, 2008, 'Intégration mondiale de la Tunisie : une nouvelle génération de réformes pour booster l'emploi et la croissance'. Sep. 2008.
- ❖ DREE, 2002, Fiche de synthèse « L'intégration économique sud-sud », information économique, janvier 2002.
- ❖ F. Fatma, 2005, ' économie plus ouverte, moderne et basée sur le savoir', ancienne représentante de la Banque mondiale, Avril 2005
- ❖ Forum économique mondial de Davos (2008, 2009)
- ❖ Fonds Monétaire International FMI, Novembre 2008,2009.
- ❖ Labad. L., 2002, 'Tunisie : une nouvelle stratégie de développement à l'aire de la mondialisation', SAGEP, TUNIS, 2002.
- ❖ Milon.C, 2002, 'Restructuration : après le choc de transition, celui de l'adhésion ?', Revue Elargissements, Mai. 2002.
- ❖ Mohsen BRAHMI, 2010, Répercussions de la crise économique sur l'économie Tunisienne : Résultats & perspectives, Chp1. pp.1-41. Préparation thèse en sciences économiques, Faculté des sciences économiques et de Gestion Sfax Tunisie.
- ❖ Rosier.B., 2009, 'observation des crises économiques'. La Découvert, Janv. 2009.
- ❖ Rapport, 2010, 'UN Global E-Government Readiness Survey'. Avril.2010.
- ❖ Rapports annuels de INS TUNIS (1986, 2009): 'Indicateurs macro-économiques et évolution annuels'.
- ❖ Rapport du FMI (2008,2009): ' les pays en transition face à la crise mondiale'.
- ❖ Rapport du Banque mondiale (2009): 'répercussions de la crise économique mondiale 2008', Janv.2009.
- ❖ State of the Internet Report (S.O.I.R), 2010. GITR
- ❖ Rapport de la Banque Centrale Tunisienne BCT, (2008,2009).

Annexes

Notes Sources : INS. Tunis2010, Budget économique 2010, Ministère du Développement et de la Coopération internationale

Tableau.1. Taux d'inflation en %

Années	Taux d'inflation %
2005	2,0
2006	4,5
2007	3,1
2008	5,0
2009	3,7

Source : INS.Tunisie, 2009.

Graphique.1. Régression du taux d'inflation entre (2005-2009) compris l'année de crise 2008.

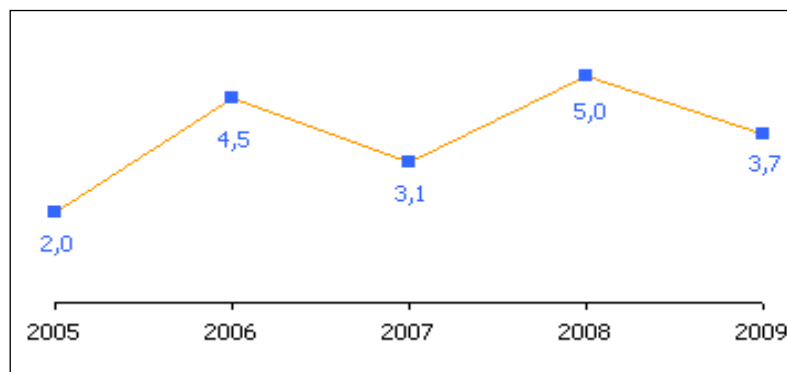


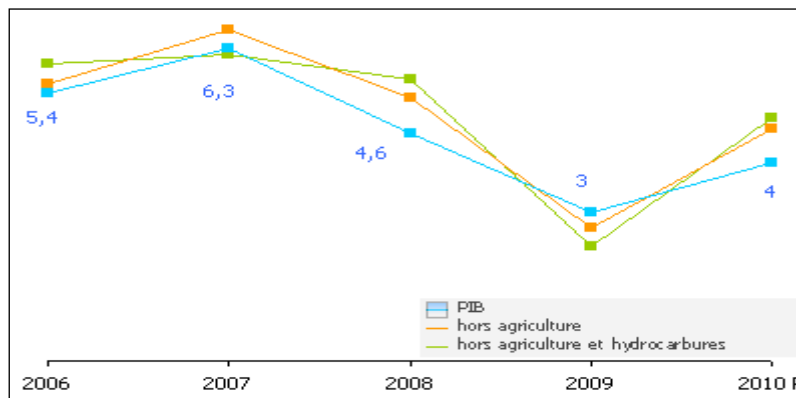
Tableau2.Croissance du PIB aux prix constants en %

	2006	2007	2008	2009	2010
PIB	5,4	6,3	4,6	3,0	4,0

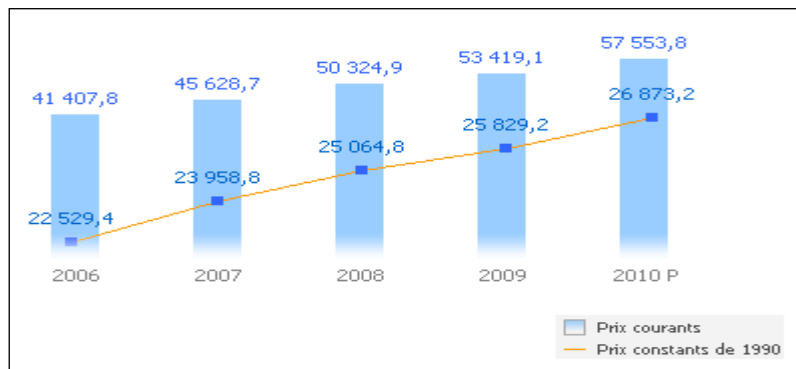
hors agriculture	5,6	6,7	5,3	2,7	4,7
hors agriculture et hydrocarbures	6,0	6,2	5,7	2,3	4,9

Source : Budget économique 2010, Ministère du Développement et de la Coopération internationale
 Note : en période de crise (4.9%), ce taux de croissance du PIB a diminué (-1.6) en 2009, mais une amélioration enregistrée d'un point en 2010 (4%).

Graphique.2. Croissance du PIB aux prix constants en % (2006-2010) compris l'année de crise 2008.



Graphique.3. Croissance du PIB aux prix en Million de Dinar tunisien MTND entre (2006-2010) compris l'année de crise 2008.



Graphique.4. Evolution des exportations Tunisiennes des biens et services (2006-2010)

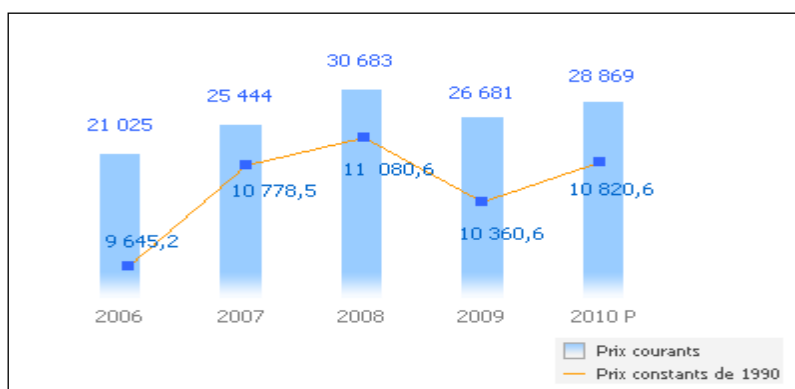


Tableau.3. Rang et Indice de Compétitivité par pays : dernier Rapport de Compétitive Globale 2009-2010 (FEMD) de DAVOS.

Rang	Pays	Score de compétitivité globale
1	Suisse	5,6
7	Allemagne	5,37
16	France	5,13
18	Belgique	5,09
29	Chine	4,74
33	Espagne	4,59
40	Tunisie	4,50
43	Portugal	4,40
45	Afrique du Sud	4,34
46	Pologne	4,33
48	Italie	4,31
58	Hongrie	4,22
61	Turquie	4,16
64	Roumanie	4,11
70	Egypte	4,04
71	Grèce	4,04
73	Maroc	4,03

Source : Rapport sur la Compétitivité globale 2009-2010, (FEMD) Forum Economique Mondial de Davos.